

# Covid-19 : des médecins et des chercheurs critiquent la « gestion par la peur » du gouvernement et son conseil scientifique

Dans une tribune publiée dans « Le Parisien », des universitaires et médecins critiquent l'« infantilisation » des citoyens et invitent à « refonder ou supprimer » le conseil scientifique.

Par [Hervé Morin](#), [Pascale Santi](#) et [Nathaniel Herzberg](#) Publié le 11 septembre 2020 à 21h02 - Mis à jour le 12 septembre 2020 à 18h25

Temps de Lecture 3 min.

A Deauville (Calvados), le 7 septembre. LOIC VENANCE / AFP

« Communication anxiogène qui exagère systématiquement les dangers sans en expliquer les causes et les mécanismes » ; confusions entre « responsabilisation éclairée » et « culpabilisation moralisatrice », « éducation citoyenne » et « infantilisation » ; instrumentalisation de la science par le gouvernement ; appel à « refonder ou supprimer » son conseil scientifique, à « penser ensemble pour définir démocratiquement nos stratégies sanitaires » : dans une tribune [publiée vendredi 11 septembre dans Le Parisien](#), 35 chercheurs, médecins et universitaires fustigent la « gestion par la peur » de la pandémie par le gouvernement et son [conseil scientifique](#).

Nombre des critiques exposées ont déjà été exprimées, mais ce texte a la particularité de réunir des personnalités qui, sur certains aspects de la pandémie, et de sa prise en charge, ont parfois été diamétralement opposées. Son instigateur principal est ainsi Laurent Mucchielli, du Laboratoire méditerranéen de sociologie (CNRS) à Aix-en-Provence, qui a pris fait et cause pour Didier Raoult et son traitement (hydroxychloroquine et azithromycine). Mais on y trouve aussi le pharmacologue Bernard Bégaud (université de Bordeaux), pas convaincu par les études conduites par le microbiologiste marseillais, alors que l'épidémiologiste Laurent Toubiana (Inserm), autre signataire, le défend sur les plateaux télévisés.

Jean-François Toussaint, professeur de physiologie à l'université de Paris-Descartes, retrace la genèse du texte, dont l'initiative revient à Laurent Mucchielli :

« Autour de lui, beaucoup de scientifiques et de médecins s'étonnaient des discours publics sur cette épidémie. Comment tenter de peser pour faire cesser le décalage entre les chiffres, et notamment les données de mortalité, et la communication gouvernementale qui nourrit des décisions ahurissantes ? Nous avons décidé d'écrire un texte et profiter ensuite de nos réseaux. »

Pour Jean-François Toussaint,

« la létalité s'est effondrée, le nombre de décès est divisé par 100, et le conseil scientifique nous parle de deuxième vague. Pour le justifier, ils ont changé d'indicateur et ne parlent plus des décès et des hospitalisations, mais simplement des tests. En réalité, il leur faut justifier cette fameuse deuxième vague, qu'ils annonçaient dès le 12 mars, et faire au passage oublier

*les conséquences catastrophiques – économiques, sociales et même sanitaires – du confinement qu'ils ont imposé. Jean-François Delfraissy [qui préside le conseil scientifique] se prend pour Castex, mais au nom de quoi ? Quelle est sa légitimité démocratique ? »*

## **Accumulation de « règles abusives »**

Pour le biologiste Pierre-Henri Gouyon, contacté par Jean-François Toussaint et qui a lui-même « recruté » plusieurs signataires proches du Muséum national d'histoire naturelle, c'est l'accumulation de « règles abusives » qui a motivé sa signature. « *L'impression que cette crise est utilisée pour restreindre les libertés individuelles est très forte* », assure-t-il, et que « *l'ensemble de la communauté scientifique compétente n'est pas associé aux décisions* ». Selon lui, deux voies s'offrent pour affronter la pandémie : « *Faire tout ce qu'on peut pour que les gens soient responsables, ou les déresponsabiliser en les accablant d'obligations* » – la seconde lui semblant avoir été choisie par le gouvernement et son conseil, par exemple avec le port du masque indiscriminé.

« La priorité, c'est d'ouvrir le débat et permettre une prise de conscience de la situation réelle que nous vivons », Jean-François Toussaint

La liberté de prescrire pour les médecins généralistes, revendiquée dans la tribune, pourrait passer pour une défense cryptique de l'hydroxychloroquine. « *Le texte parle de médicaments autorisés, cela ne s'applique donc pas à l'hydroxychloroquine* », répond le biologiste, qui ne cache pas que le texte a été débattu.

Jean-François Toussaint assume de se retrouver aux côtés de supporteurs de l'hydroxychloroquine, dont il a critiqué en son temps l'efficacité : « *La priorité, c'est d'ouvrir le débat et permettre une prise de conscience de la situation réelle que nous vivons.* » Pierre-Henri Gouyon est sur la même ligne, avec une réserve : « *Si Didier Raoult lui-même avait signé, je ne l'aurais pas fait.* »

« *Le conseil scientifique doit être renouvelé, et doit faire entrer d'autres spécialités, nous l'avons déjà dit* », indique l'infectiologue Yazdan Yazdanpanah (hôpital Bichat), qui fait partie de cette instance mise sur pied en urgence mi-mars afin de conseiller le gouvernement dans sa réponse sanitaire. [Fin août sur France Inter](#), Jean-François Delfraissy avait lui-même rappelé qu'« *il fallait un début et une fin à cette structure, un peu bizarre, j'espère utile* ». Il avait souhaité son arrêt en juillet. Les pouvoirs publics l'ont chargé de la présider encore jusqu'au 30 octobre.

[Hervé Morin](#), [Pascale Santi](#) et [Nathaniel Herzberg](#)